

Money, money money...



La tragédie de l'Europe

Description

Ursula van der Leyen, la présidente de la Commission Européenne, veut financer la reconstruction de l'Ukraine, moyennant un endettement de tous les pays européens à hauteur de 300 à 600 milliards d'euros, sans débat public sur le plan européen, sans explications sur les conséquences d'un tel endettement des européens. L'Europe n'a-t-elle pas d'autres ambitions pour se hisser au niveau des Etats Unis et de la Chine?

E.Macron déclare vouloir fournir plus d'armes, et plus de ressources à l'Ukraine. Pensait-il amener ainsi L'Ukraine à discuter de paix avec la Russie?

Les instances européennes font pression sur les différents pays européens, notamment, l'Allemagne, pour qu'ils renoncent à s'approvisionner en pétrole et en gaz russe. En traitant les Russes en ennemis, en leur laissant entendre que nous cesserons d'avoir des relations commerciales avec eux d'ici 1 an, deux ans, trois ans, la Russie pourrait très bien anticiper et bloquer, dès à présent, toute livraison de gaz russe. Que feront nos dirigeants dans ce cas? Se lamenteront-ils auprès des Etats Unis? Prendront-ils l'opinion publique à témoin, afin de se défaire de leurs responsabilités?

Les européens vont payer l'énergie plus chère que n'importe qui, n'importe où dans le monde. Et nos entreprises perdront ainsi une part importante de leur compétitivité.

Mme Lagarde, (présidente de la B.C.E.), s'étonne d'une forte inflation européenne. après avoir inondé les banques européennes de centaines de milliards d'euros, sans qu'il y ait eu aucune production, en contrepartie, afin de sauver le système bancaire.

Tous les économistes savent que si l'on multiplie la quantité de monnaie en circulation, les prix tendront à augmenter, à hauteur de la somme injectée artificiellement dans l'économie.

Cette injection massive de monnaie, appelée pompeusement « quantitative easing », lancée par M.Draghi, et poursuivie par Madame Lagarde, met la BCE, et les différents pays européens dans une situation d'inflation par les prix (se rajoutant à l'inflation par le coût des matières premières, et le coût de l'énergie), rendant ainsi la situation difficilement contrôlable.

Tandis que les banques centrales d'Angleterre et des Etats Unis remontent progressivement leurs taux de refinancement, afin de calmer l'emballement des économies, donc de ralentir l'inflation, Christine Lagarde, elle, persiste à ajouter chaque mois des dizaines de milliards d'euros au bilan de la BCE. Il n'est pas impossible qu'elle ne veuille pas remonter les taux avant les élections législatives prévues pour juin 2022, afin de ne pas gêner les dirigeants politiques français.

Mais la mesure la plus « stupide », est le « gel » (plutôt le vol, la confiscation) de tous les avoirs en euros et en dollars de la banque centrale de Russie, et des membres présumés influents en Russie.

Cette confiscation ne repose sur aucune décision de justice, sur aucune décision de l' ONU. C'est une simple décision politique, prise d'abord par les États Unis, suivis par ses alliés traditionnels (Grande Bretagne, Japon, Australie, Canada), puis par l' Europe. Ses effets ne seront que limités à court terme. Mais l'impact à moyen et long termes sera considérable. Cette décision sape la confiance que l'on pouvait avoir dans le dollar, ou dans l'euro.

Le fait de transformer la monnaie en arme politique est de nature à faire fuir tous les investisseurs, chacun pouvant s'imaginer pouvoir être « puni » par une confiscation, pour peu que les Etats Unis ou l'Europe le décident. Les plus grands investisseurs internationaux opteront pour la diversification, à Dubaï, à Singapour, à Hong Kong, faisant fi de nos économies qui ne trouveront plus à placer leurs « obligations » (dettes) d'état. C'est ce dernier point qui est le plus stupide, car il est irréversible. La confiance trahie est perdue pour toujours.

Il en ressort que nul effort n'est fait pour amener l'Ukraine à discuter de paix avec la Russie, que seuls les intérêts financiers européens sont mis à contribution pour des problèmes politiques.

L'autonomie, l'approvisionnement, et la sécurité en énergie, en engrais, en matières premières, en produits agricoles, coûtera beaucoup plus cher, pour un service rendu moindre. Délaisser la Russie pour se mettre entre les mains de l'Arabie Saoudite et du Qatar, ne semble pas être le signe d'une grande pertinence, sans compter le coût extravagant de ces nouveaux approvisionnements.

Le peuple est anesthésié, et les problèmes cités sont rarement évoqués et analysés.

Chanoine

Categorie

1. Économie

date créée

mai 2022